

Communiqué

Eau Secours! dénonce l'entêtement du gouvernement Charest pour les petites centrales privées

Montréal, le 30 mars 2010 – La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* demande au gouvernement la fin de tous les projets de petits barrages hydroélectriques privés au Québec et l'annulation du décret qui oblige Hydro-Québec à aller en appel d'offres.

Alors que les promoteurs de petites centrales privées reviennent en force avec 31 nouveaux projets touchant 25 rivières, *Eau Secours!* dénonce l'acharnement du gouvernement actuel à vouloir aller de l'avant avec ce troisième programme de construction de petites centrales privées.

Les deux autres programmes ont été dénoncés et il y a un large consensus pour éviter les petits barrages privés. *Eau Secours!*, en collaboration avec d'autres groupes, a déjà fait le débat avec l'opération « Adoptez une rivière » et a célébré une grande victoire en 2002.

La Coalition ne comprend pas pourquoi le gouvernement revient sur sa parole. Multiplier les barrages privés sur les rivières détourne le sens et la cohérence de la « politique nationale de l'eau ». Le 26 novembre 2002, alors qu'il lançait cette politique, le premier ministre du Québec, Bernard Landry, promettait qu'aucun nouveau barrage ne serait construit pour de petites centrales au Québec.

Lors de la commission Doyon en 1997, les conclusions du rapport stipulaient qu'il n'y avait pas d'intérêt pour les petits barrages privés.

Il est important de savoir que ces projets compromettent la protection des chutes et des rivières du Québec, détruisent des sites naturels et menacent l'industrie touristique. Les centrales de moins de 50 MW causent des dommages à l'environnement, pour des gains énergétiques négligeables. Le gouvernement du Québec agit au mépris des avis et recommandations de toutes les commissions d'enquête et de tous les organismes indépendants institués au fil des ans.

De plus, ces 31 projets de petites centrales privées s'avèrent totalement inutiles, puisque Hydro-Québec a clairement indiqué qu'elle est en surplus et qu'elle n'avait pas besoin de nouvel approvisionnement dans les prochaines années.